



HAL
open science

Régionales 2015 : une projection du 1er tour au niveau des communes

Martial Foucault, Vincent Pons

► **To cite this version:**

Martial Foucault, Vincent Pons. Régionales 2015 : une projection du 1er tour au niveau des communes. 2015. hal-03459488

HAL Id: hal-03459488

<https://sciencespo.hal.science/hal-03459488>

Preprint submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017



LA NOTE / #1 / vague 1

décembre 2015

RÉGIONALES 2015 : UNE PROJECTION DU 1^{ER} TOUR AU NIVEAU DES COMMUNES FRANÇAISES

Comment apprécier la situation électorale de la France à quelques jours du premier tour des élections régionales 2015 ? Nombreuses sont les enquêtes d'opinion ayant annoncé des intentions de vote national ou par région. En revanche, ces sondages ne permettent pas d'y voir plus clair sur la géographie électorale au soir du dimanche 6 décembre 2015. C'est à cet exercice de projections que Martial Foucault et Vincent Pons ont répondu par une méthode originale de correspondance entre les résultats de la première vague de l'Enquête électorale française du CEVIPOF auprès de 24 200 Français et les caractéristiques sociodémographiques (genre, âge et catégories socio-professionnelles) des communes françaises.

Martial Foucault

Professeur à Sciences Po
Directeur du CEVIPOF

Vincent Pons

Professeur à Harvard Business School
Co-fondateur de Liegey-Muller-Pons

Le scrutin régional des 6 et 13 décembre 2015 s'installe dans un climat singulier, seulement deux semaines après les attentats de Paris et en pleine conférence mondiale sur le climat (COP21). Si les enjeux environnementaux n'auront que peu d'influence, l'état d'urgence décrété par l'exécutif face à la menace terroriste est fortement présent dans les esprits des Français.

Pour comprendre l'état de la France avant le 1^{er} tour de cette élection régionale, dont les frontières électorales ont été profondément modifiées, nous avons entrepris un travail de projections des listes arrivées en tête du premier tour en fonction des résultats d'une enquête CEVIPOF auprès de 24 200 Français et une exploitation par la start-up en stratégie électorale LMP (Liegey Muller Pons) des caractéristiques sociodémographiques des communes telles qu'elles sont renseignées par l'INSEE.

En prenant appui sur une longue tradition de sociologie électorale, nous avons pu identifier au niveau individuel (répondant à l'enquête) le choix électoral de différents groupes sociaux (en fonction du genre, de l'âge et des catégories socioprofessionnelles) par région. Nous avons ensuite projeté ces intentions de vote sur chaque commune en utilisant la distribution croisée par commune des genres, âges, et CSP. Nous avons enfin combiné cette projection sociodémographique à une projection politique, qui affecte à chaque commune l'intention de vote moyenne de répondants de communes de même taille dans la même région, corrigée en fonction des différences à la moyenne mesurées lors des élections précédentes.

I - Le Front national poursuit sa progression

La carte 1 illustre ce travail de projection et fait ressortir trois enseignements majeurs. Tout d'abord, le Front national poursuit sa progression, déjà observée lors des élections départementales de mars 2015 (en moyenne 25 % au premier tour), en s'installant durablement dans le Grand Est de la France et en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Notre projection indique une arrivée en tête dans plus de 90 % des communes de Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne. Sans parler d'un FN des champs et un FN des villes, les gains réalisés par le parti frontiste atteignent 32 % dans les communes de moins de 10 000 habitants, 30 % dans les communes de 10 000 à 50 000 habitants et 28 % dans les communes de 50 000 à 200 000 habitants. Son influence est moindre dans les grandes villes (26 %), où les cadres et diplômés du supérieur sont plus nombreux, au profit de la droite (33 %) et de la gauche (40 %). Même au sein des régions dominées par le Front National, les grandes agglomérations apparaissent ainsi comme des îlots de couleur bleu et rose qui résistent encore à la monotonie du gris dominant.

Régions remparts.

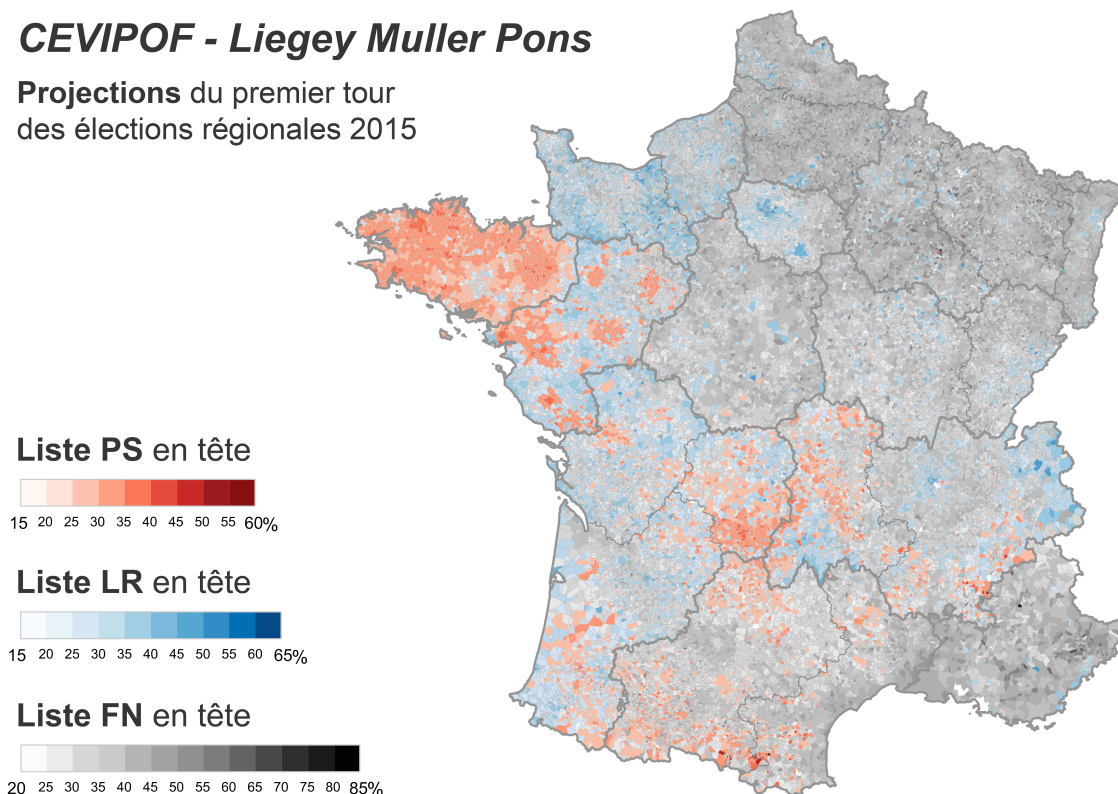
Ensuite, nous observons une France de l'ouest peu menacée par le FN créant *de facto* certaines régions « remparts » comme les Pays de la Loire, l'Auvergne, voire la Normandie. Ces territoires confirment une réelle tripartition de l'espace électoral avec des listes de droite en recul par rapport aux élections départementales.

Enfin, la gauche conserve un vrai bastion en Bretagne, mais aussi dans le Limousin dont le rattachement à la grande région Aquitaine permet à la gauche d'envisager un succès au second tour. La région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon est partagée entre un pourtour méditerranéen frontiste et une résistance à gauche en Midi-Pyrénées, territoire radical socialiste.

Carte 1 - Projections du 1^{er} des élections régionales 2015
Source : Enquête électorale française, 2015

CEVIPOF - Liegey Muller Pons

Projections du premier tour
des élections régionales 2015



Analyse et carte : CEVIPOF - Liegey Muller Pons
Source : Enquête électorale française - ENEF 2017 - CEVIPOF / SciencesPo

II- Transformation des rapports de forces politiques

La lecture de cette carte 1 souligne la force du contexte territorial pouvant expliquer pourquoi des communes disposant des mêmes caractéristiques sociodémographiques voient leurs citoyens voter à gauche en Bretagne et FN en Alsace. Inversement, nous observons de profondes régularités sociodémographiques qui expliquent l'implantation durable du FN sur des territoires de forte précarité socio-économique ou zones de déclassement. Par exemple, la part des ouvriers, employés et inactifs dans le vote FN atteint respectivement 46 %, 41 % et 37 %, recoupant la sociologie du Grand Nord Est de la France. Même s'il est difficile de discerner ce qui relève d'une logique de vote d'adhésion d'une logique de vote sanction vis-à-vis des partis de gouvernement, une partie des électeurs sont prêts à se mobiliser au premier tour pour traduire dans les urnes leur insatisfaction quant à l'absence de résultats pour l'amélioration de leur quotidien et celui de leur entourage.

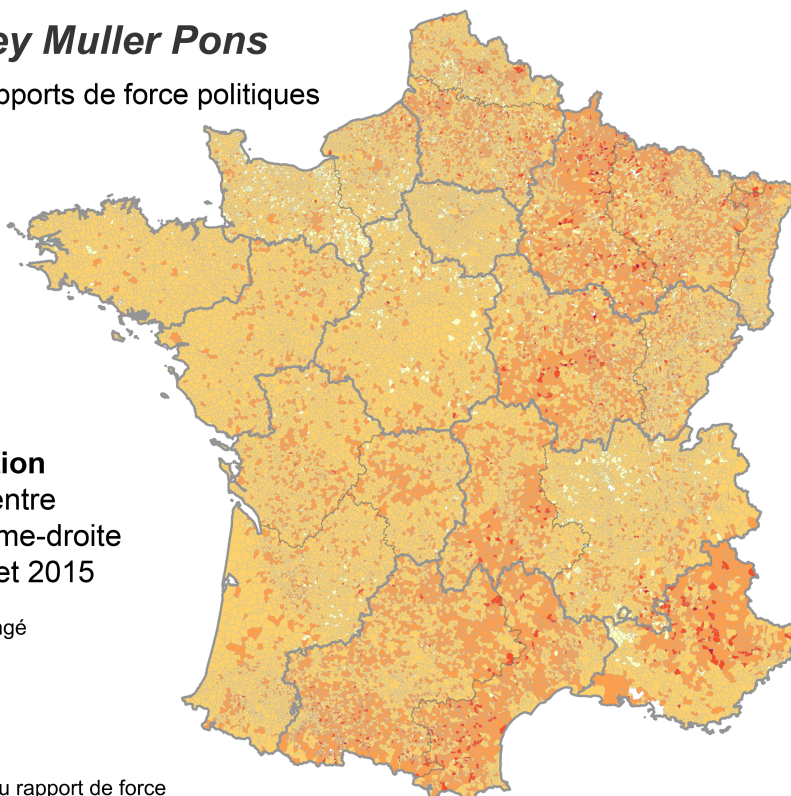
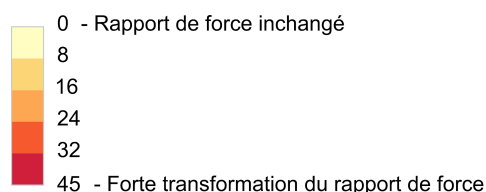
De manière plus longitudinale, nous avons observé les transformations politiques de ces mêmes territoires entre les élections régionales de mars 2010 et le premier tour projeté du 6 décembre 2015. La carte 2 illustre combien le long d'une diagonale allant des Ardennes au Languedoc, le poids de chacune des formations politiques a été profondément rebattu par la progression du FN et la chute d'ampleur presque identique de la gauche qui, en 2010, avait remporté 21 des 22 régions métropolitaines.

Carte 2 - Transformation des rapports de forces politiques entre 2010 et 2015
Source : Enquête électorale française, 2015

CEVIPOF - Liegey Muller Pons

Transformation des rapports de force politiques
entre 2010 et 2015

Indice de transformation
des rapports de force entre
gauche, droite et extrême-droite
entre régionales 2010 et 2015



Analyse et carte : CEVIPOF - Liegey Muller Pons
Source : Enquête électorale française - ENEF 2017 - CEVIPOF / SciencesPo

La prudence est de mise dans la lecture de ces cartes. Le taux de participation, en particulier, sera l'une des clés du scrutin. Suivant l'usage, nous avons pris en compte les réponses de sondés qui se disaient certains ou presque certains d'aller voter. Or le Front national est relativement moins fort chez les électeurs plus incertains de se déplacer. La réserve de voix est donc aujourd'hui à gauche et à droite et l'enjeu du premier tour est aussi et d'abord un enjeu de participation. Les

élections départementales de mars dernier avaient effectivement confirmé la difficulté des listes FN à progresser dans un très grand nombre de cantons.

Reste une quasi-certitude : dimanche, le Front national arrivera en tête dans la grande majorité des communes françaises. L'enjeu de l'entre-deux tours sera très probablement celui des alliances au sein de la gauche et de la droite. Entre retrait, fusion et maintien de listes, les stratégies des différentes formations politiques confirment les nouvelles réponses d'un espace politique devenu tripartite. Les partis républicains sauront-ils profiter de l'onde de choc suscitée par la nouvelle poussée du Front national pour remobiliser leurs électeurs et l'emporter au second tour ?

Bibliographie et références documentaires

INSEE, *La France et ses territoires*, 2015

http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?reg_id=0&ref_id=FST15

GOMBIN Joël et RIVIERE Jean, « Géographie et sociologie électorales : duel ou duo ? », *Espace politique*, 2014-2

<http://espacepolitique.revues.org/3034>

L'auteur

Martial Foucault

martial.foucault@sciencespo.fr

Vincent Pons

vpons@hbs.edu

Édition

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.



www.enef.fr

cevipof.2017@sciencespo.fr

www.cevipof.com